

NETWORK OF THE PRESIDENTS
 OF THE SUPREME JUDICIAL COURTS
 OF THE EUROPEAN UNION



RÉSEAU DES PRÉSIDENTS
 DES COURS SUPRÊMES JUDICIAIRES
 DE L'UNION EUROPÉENNE



Lord Phillips,
 Chief Justice of England and Wales

Editorial

Les institutions européennes viennent de donner un appui important à notre Réseau en inscrivant celui-ci parmi les bénéficiaires des subventions au titre du programme de justice civile qui nous offrira déjà en 2008 la possibilité de disposer d'un financement de 250.000 € pour nos activités. Celui-ci servira à achever le développement du Portail commun de jurisprudence qui inclut déjà en cette fin d'année les bases de données de seize de nos cours suprêmes. La réussite de ce projet est encore conditionnée par la satisfaction qu'en tireront ses utilisateurs futurs, et j'invite d'ores et déjà les membres de nos cours et leurs services de recherche à se connecter et à utiliser le Portail dans sa version actuelle (www.reseau-presidents.eu/rpcsjue) de manière à faire part de leurs observations à l'équipe chargée de son développement (thomas.chanussot@rpcsjue.org).

The European Institutions have given an important support to our Network by making available an annual operating grant under the Civil Justice Programme which will offer the possibility to co-finance our activities for an amount of 250,000 € in 2008. The operating grant will enable us to achieve the Common Portal of Case Law which already includes at the end of this year the data bases of sixteen of our Supreme Courts. The success of the Portal is of course dependent on the satisfaction of its future users and I would like to invite the Judges of our Courts and their research departments to consult the present version of the Portal (www.network-presidents.eu/rpcsjue) and to report their observations to the team which is in charge of developing the Portal (thomas.chanussot@rpcsjue.org).

Echanges de magistrats entre
 les cours suprêmes

Le Réseau a organisé en 2007 avec la participation financière de la Commission européenne mise à disposition du Réseau européen de formation judiciaire, vingt deux stages qui ont concerné dix sept cours suprêmes (Allemagne, Belgique, Bulgarie, Espagne, Estonie, France, Grèce, Hongrie, Italie, Lituanie, Malte, Pays Bas, Norvège, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie) dont les juges ont ainsi pu se rendre pendant une durée de quinze jours dans les cours suprêmes d'Allemagne, Angleterre, Autriche, Belgique, Ecosse France, Italie et d'Irlande du Nord. Le Réseau a pris en charge cette année l'organisation de trois stages dans des juridictions administratives suprêmes qui ne sont pas membres du Réseau. Organisés depuis 2005, ces échanges entre cours suprêmes, qui ont pour but de développer la confiance entre les autorités judiciaires, devront concerner une vingtaine de stages l'année prochaine.

Exchange of Judges between
 Supreme Courts

In 2007, the Network organised with the financial support of the European Commission granted to the European Judicial Training Network 22 exchanges for the judges of 17 Supreme Courts (Belgium, Bulgaria, Estonia, France, Germany, Greece, Hungary, Italy, Lithuania, Malta, The Netherlands, Norway, Poland, Portugal, The Czech Republic, Romania, Spain) who were thus offered during two weeks a judicial experience in the Supreme Courts of Austria, Belgium, Germany, England, France, Italy, Northern Ireland and Scotland. The Network organised this year three judicial exchanges with Supreme Administrative Courts which are not among its Members. It is foreseen that in 2008, the Judicial Exchange Programme which started in 2005 with the aim to developing mutual trust between judicial authorities would provide for around twenty exchanges.

Nominations / Appointments



Vasileios Nikopoulos a été nommé président de la Cour suprême de Grèce (Areios Pagos) où il succède à M. Kedikoglou.

Vasileios Nikopoulos has been appointed President of the Supreme Court of Greece (Areios Pagos) in succession to President Kedikoglou



Lazar Georgiev Gruev est le nouveau président de la Cour suprême de Bulgarie. Il succède à M. Grigorov.

Lazar Georgiev Gruev is the new President of the Supreme Court of Bulgaria. He succeeds to President Grigorov



Le Traité de Lisbonne

Le traité de Lisbonne signé le 13 décembre rebaptise le traité instituant la Communauté européenne, qui devient le «Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne».

Des modifications institutionnelles importantes

1- Le Parlement européen voit ses pouvoirs renforcés à deux égards: il est placé en position de co-législateur avec le Conseil dans la plupart des domaines, et élit le président de la Commission, sur proposition du Conseil européen.

2- Le Conseil européen devient une institution à part entière. Son président est désigné à la majorité qualifiée pour un mandat de trente mois renouvelable une fois.

3- Le Conseil de l'Union européenne connaît une modification du calcul de la majorité qualifiée en son sein, ainsi qu'un changement du système de présidence tournante, assurée par des groupes prédéterminés de trois Etats membres pour une durée de dix-huit mois.

4- Le nombre de commissaires sera réduit à partir de 2014. Seuls deux tiers des Etats membres seront représentés simultanément à la Commission.

5- Le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité est désigné par le Conseil européen à la majorité qualifiée, en accord avec le président de la Commission.

Un système juridictionnel renforcé

1- La Cour de Justice des Communautés européennes est rebaptisée Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE), et comprend trois niveaux, la Cour de justice, le Tribunal, et les Tribunaux spécialisés. Il n'existe pour le moment qu'un Tribunal spécialisé, le Tribunal pour la Fonction publique européenne. La création de nouveaux tribunaux spécialisés peut être décidée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée en codécision avec le Parlement européen. Le traité prévoit la création d'un comité consultatif qui donne un avis sur les candidats aux fonctions de juge et d'avocat général avant la nomination par les gouvernements.

2- Le Statut de la Cour de Justice de l'Union européenne est modifiable selon cette même procédure. Seules réserves : le régime linguistique ne peut être modifié qu'à l'unanimité, tandis que toute modification du statut des juges et avocats généraux implique une révision du Traité.

3- La possibilité pour un individu de saisir la Cour de Justice est étendue. L'évolution la plus remarquable concerne la compétence de la Cour qui s'étend au domaine de la Justice et des Affaires intérieures.

Le domaine Justice et Affaires intérieures (JAI)

1- Ce domaine de la justice et des affaires intérieures est renommé dans le texte du Traité « Espace de Liberté, de Sécurité et de Justice ». Le changement principal qui l'affecte touche à la suppression de la règle de l'unanimité : la majorité qualifiée au Conseil des ministres est la règle dans le Traité modificatif. Seules quelques matières demeurent soumises à l'exigence d'unanimité, telles le droit de la famille, les mesures concernant l'établissement et les pouvoirs d'un parquet européen, la coopération opérationnelle entre les services répressifs.

2- Le Traité introduit la procédure de codécision entre le Parlement et le Conseil statuant à la majorité qualifiée dans la plupart des domaines JAI, où la simple consultation du Parlement est pour le moment de mise. L'initiative des actes législatifs pris dans ce

domaine est ouverte à un quart des Etats membres, et non plus à la seule Commission.

3- Des clauses « freins de secours » sont introduites, permettant la saisine du Conseil européen par un Etat qui jugerait un aspect fondamental de son système pénal atteint par des discussions touchant à la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires ou la définition des infractions pénales.

4- Autre modification notable, un article du Traité autorise l'Union à créer un parquet européen, compétent pour rechercher, poursuivre et renvoyer en jugement les auteurs et complices d'infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union. Une possibilité d'extension de ces pouvoirs à toutes les infractions graves de dimension transfrontalière est prévue.

5- Le Royaume-Uni et l'Irlande voient se préciser les conditions d'exercice des clauses de non-participation dont ils bénéficient déjà en matière de JAI. Les deux Etats auront le droit de ne pas s'associer aux modifications de mise à jour, compensant de ce fait la suppression du veto.

La Charte des droits fondamentaux acquiert une valeur contraignante

6- La Charte des droits fondamentaux reproclamée le 12 décembre 2007 à Strasbourg par les présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission a désormais la même valeur juridique que les Traités, même si elle n'est pas intégrée au traité de Lisbonne. Elle s'applique aux institutions et aux Etats membres uniquement lorsqu'ils mettent en œuvre le droit de l'Union. Elle n'est opposable ni à la Grande Bretagne, ni à la Pologne.

7- La protection des droits fondamentaux au sein de l'Union ne se limite pas à la Charte. Le Traité affirme en effet le principe issu de la jurisprudence de la Cour de justice selon lequel « les droits fondamentaux tels qu'ils sont garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et tels qu'ils résultent des traditions constitutionnelles communes aux Etats membres, font partie du droit de l'Union en tant que principes généraux. »

8- Le Traité prévoit en outre une possibilité d'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La nouvelle composition du Conseil d'administration du Forum des juges de l'UE pour l'environnement

La conférence annuelle du Forum des juges de l'UE pour l'environnement a eu lieu les 3 – 4 décembre 2007 à la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg. L'assemblée générale a approuvé les propositions du Conseil d'administration du Forum concernant les nouvelles nominations qui comprennent cinq juges de cours suprêmes. Pour 2008, Le Conseil d'administration du Forum sera composé de :

Président – M. Luc LAVRYSEN (Belgique),
Vice-président – M. Lord Justice Robert REED (Royaume-Uni),
Vice-président – M. Amedeo POSTIGLIONE (Italie),
Vice-président – M. Ulf BJALLAS (Suède)
Secrétaire général – Mme Françoise NESI (France),
Trésorier – M. Péter DARAK (Hongrie),
Commissaire aux comptes – Mme Corina Mihaela JIJIE (Roumanie)



Some of the Changes Introduced by the Reform Treaty

The Treaty of Lisbon signed on the 13th of December renames the Treaty of the European Community "Treaty of the functioning of the European Union".

Important Institutional Modifications

1- The European Parliament has its powers reinforced. It becomes a genuine co-legislator with the Council on most policy areas, and elects the President of the Commission on the proposal of the Council.

2- The European Council is established as a fully-fledged institution, with a stable presidency. It elects its president, by a qualified majority, for a term of two and a half years, renewable once.

3- Within the Council of the European Union, the calculation method for the qualified majority is changed. The current rotating presidency system is modified: predetermined groups of three Member States hold the presidency of the Council for eight-month each.

4- The number of commissioners will be reduced from 2014. Only two-thirds of the Member States will be represented at the Commission at the same time, unless the Council acting by unanimity decides otherwise.

5- The European Council, acting by a qualified majority, appoints with the agreement of the President of the Commission the European Union High Representative for Foreign Affairs and Security Policy.

A Reinforcement of the Court System

1- The European Court of Justice is renamed Court of Justice of the European Union, and includes the Court of Justice, the Tribunal and specialised Courts. Currently, only one specialised court has been established, the Civil Service Tribunal. The creation of new specialised Courts may be decided by the Council acting by a qualified majority, and following the co-decision procedure with Parliament. A panel, according to the Treaty, shall be set up in order to give an opinion on candidates to the duties of Judge and Advocate-General before the governments make the appointments.

2- The Statute of the Court of Justice of the European Union may be modified following the same procedure. However, unanimity will have to be reached for any change concerning the linguistic regime, and any modification of the statute of judges will require a revision of the Treaty.

3- The possibility for individuals to bring actions is extended. The most remarkable evolution concerns the extent of the Court's jurisdiction, which now covers the policy area of Justice and Home Affairs.

The Field of Justice and Home Affairs

1- The field of Justice and Home Affairs is renamed "Area of Freedom, Security, and Justice". The main change relates to the abolition of the unanimity requirement: qualified majority at the Council of ministers is now the rule. Only a few areas remain subjected to unanimous voting, such as family law, measures concerning the establishment and powers of a European Public Prosecutor and operational cooperation between police and prosecution services.

2- Legislation in most areas of JHA policy has to be taken according to the co-decision procedure between Parliament and the

Council deciding by qualified majority voting. At present, a simple consultation of Parliament is required. The power to initiate legislative acts is given to one-fourth of the member States, instead of belonging exclusively to the Commission.

3- "Emergency brakes" are introduced. Any Member State which considers that a fundamental principal of its criminal system is undermined by discussions on mutual recognition of judicial decisions or on the definition of criminal offences may call on the European Council.

4- The Treaty allows the Union to create a European Public Prosecutor's office, competent for investigating, prosecuting and taking cases to trial authors and abettors of offences against the financial interests of the Union. An extension of these powers to all serious transboundary offences is made possible.

5- The opt-out clauses granted to the United Kingdom and Ireland are clarified in their modalities. For example, both States are permitted not to participate in update modifications, as a compensation for the loss of their veto power.

The Charter of Fundamental Rights Becomes Legally Binding

1- The Charter of Fundamental Rights proclaimed on the 12th of December 2000 in Strasbourg shall "have the same legal value as the treaties". The Charter is not annexed to the Treaty and will therefore have to be proclaimed by the European Parliament, during a solemn session. It applies to the European institutions and to the Member States when they apply the law of the European Union. The Charter is not legally binding for the United Kingdom and Poland.

2- The protection of Fundamental Rights within the Union goes beyond the protection offered by the Charter. The Treaty states: "Fundamental rights, as guaranteed by the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms and as they result from the constitutional traditions common to the Member States, shall constitute general principles of the Union's law." This principle has been elaborated by the Court of Justice. In addition, a provision of the Treaty allows the Union to accede to the European Convention for the Protection of Human Rights and Fundamental Freedoms. The accession shall be decided by unanimity within the Council and then ratified by each Member State.

The New Members of the Board of the EU Forum of Judges for the Environment

The Annual Conference of the EU Forum of Judges for the Environment took place at the European Court of Justice in Luxembourg on 3 – 4 December 2007. The General Meeting has approved propositions of the Board regarding new nominations, among which five Supreme Courts Judges. The Forum's Board for 2008 will be composed of:

President – Mr. Luc LAVRYSEN (Belgium),
Vice-President – Mr. Lord Justice Robert REED (United Kingdom),
Vice-President – Mr. Amedeo POSTIGLIONE (Italy),
Vice-President – Mr. Ulf BJALLAS (Sweden)
General Secretary – Mrs. Françoise NESI (France),
Treasurer – Mr. Péter DARAK (Hungary),
Auditor – Mrs. Corina Mihaela JIJIE (Romania)

La Commission a invité le Réseau à participer à une réunion le 6 novembre dernier sur l'effectivité des actions en réparation en droit de la concurrence. MM Arminio De Oliveira E Sa, Marques Bernardo, De Andrade Bettencourt De Faria, (Tribunal suprême du Portugal), Dr Kirchhoff, (Bundesgerichtshof d'Allemagne), Mme Matray (Cour de cassation de Belgique), Mme Riffault-Silk (Cour de cassation de France), M. Panzani (Cour suprême de cassation d'Italie), Mr Justice McLaughlin (Cour suprême d'Irlande), Lord Justice Pumfrey (Cour suprême d'Angleterre et du pays de Galles) ont ainsi participé à cette réunion qui a aussi été suivie par des représentants de l'Association des juges européens en droit de la concurrence et du Réseau européen des conseils de justice.

Les discussions ont porté sur le projet de document de travail préparatoire au Livre blanc sur les actions en réparation de dommages résultant d'atteintes à la concurrence, dont la Commission prévoit la publication en février prochain. Parmi les questions évoquées, on notera : l'accès aux preuves et les difficultés rencontrées par les victimes pour répondre aux standards élevés exigés en droit de la concurrence ; l'autorité de chose décidée ou jugée éventuellement conférée aux décisions rendues par les autorités de concurrence dans le contexte des actions privées en réparation engagées par les victimes en vue d'alléger de manière significative la procédure suivie devant les juridictions civiles et commerciales ; le maintien –ou non- du droit à réparation au profit de la victime directe de pratiques anticoncurrentielles lorsque celle-ci a récupéré ses pertes en augmentant le prix de ses propres produits ou prestations ; l'intérêt à agir des victimes indirectes et la question des actions collectives, conjointes ou en représentation, enfin, les frais et dépens des actions privées en réparation dont le coût constitue un obstacle majeur pour les victimes de pratiques anticoncurrentielles.

The Commission invited the Network to participate in a meeting on November 6 regarding a more effective framework for competition law damages actions. Judges Arminio De Oliveira E Sa, Marques Bernardo, De Andrade Bettencourt De Faria (Supreme Court of Portugal), Dr Kirchhoff (Bundesgerichtshof of Germany), Matray (Cour de cassation of Belgium), Riffault-Silk (Cour de cassation of France), Panzani (Supreme Court of cassation of Italy), Mr Justice McLaughlin (Supreme Court of Ireland), Lord Justice Pumfrey (Supreme Court of England and Wales) thus attended the meeting in which representatives of the Association of European Competition Law Judges and of the European Network of Councils for the Judiciary also took part.

The discussions were more particularly concerned with the preparatory document to the Commission White Paper on how to strengthen the private enforcement of competition law, which should be published by the Commission next February. The following questions were debated: access to evidence and the difficulties experienced by victims of competition law infringements to meet the high standards of proof required in competition law actions, the binding effect of decisions adopted by competition authorities in subsequent actions for damages in national courts against the addressee of these decisions which would significantly simplify proceedings, the compensation of infringement victims that have passed on to the next purchaser the illegal overcharges in excess of the competitive price, the standing of indirect purchasers to bring claims for damages, collective redress mechanisms such as collective actions combining claims of victims and representative actions for qualified entities on behalf of victims, last, the costs of litigation for those who bring damages claims which may constitute a disincentive to start such actions.

Groupe de travail sur les questions préjudicielles

Le Réseau a été invité par l'Association des Conseils d'Etats et des Juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne à participer à un groupe de travail sur la réforme de la procédure des renvois préjudiciels. Constitué à l'initiative du président du Conseil d'Etat des Pays-Bas, ce groupe de travail a pour but de formuler des suggestions pratiques à l'intention des autorités européennes visant à réduire la durée de traitement des renvois préjudiciels par la Cour de Justice, actuellement de 19,8 mois en moyenne d'après le rapport annuel de la Cour de Justice de 2006, ainsi qu'à diminuer l'afflux des affaires.

Mme Koskelo (Cour suprême de Finlande) et M. Verougstraete (Cour de cassation, Belgique) participent à ce groupe qui a tenu sa première réunion le 4 décembre à La Haye.

Le groupe de travail a examiné au cours de cette réunion tant les possibilités d'accélération de la procédure par la Cour de Justice elle-même que les possibilités d'une procédure plus efficace du côté national quand le droit communautaire est en cause. Les participants ont convenu d'affiner les suggestions retenues et de présenter en février un rapport final contenant des recommandations tant à l'égard de la Cour de justice que des juridictions nationales.

Working Group on Preliminary Ruling Proceedings

The Network has been invited by the Association of the Councils of States and Supreme Administrative Jurisdictions of the European Union to participate in a Working Group on the reform of the preliminary rulings procedure. Initiated by the President of the Dutch Council of States, this Working Group aims at formulating practical suggestions to the European authorities on ways of reducing the time taken to deal with questions referred for preliminary ruling as the average duration of these procedures is assessed at 19,8 in the 2006 Annual Report of the Court of Justice. The Working Group is also concerned with the diminution of the number of cases introduced before the Court.

Presidents Koskelo (Supreme Court of Finland) and Verougstraete (Cour de cassation, Belgium) take part in this group. The first meeting was held in The Hague on 4 December.

The participants agreed during the meeting that the proceedings could be improved (within certain limits) both at the level of the Court of Justice and at the national level. The main suggestions that were adopted will be made in a report due at the end of February after some more internal discussions among the members of the Working Party.